

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
59820 Gravelines

Gravelines, le 16/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BOULONNAIS (Communauté d'Agglomération)

1 Bd du Bassin Napoléon
BP 755
62200 Boulogne-Sur-Mer

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G4\CAB incinération
boues_Outreau_070.03161\2_Inspections\2025 07 01 AN25_SE
Code AIOT : 0007003161

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/07/2025 dans l'établissement BOULONNAIS (Communauté d'Agglomération) implanté Incinérateur à boues STEP de Boulogne 86 boulevard de Chanzy 62200 Boulogne-sur-Mer. L'inspection a été annoncée le 26/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BOULONNAIS (Communauté d'Agglomération)
- Incinérateur à boues STEP de Boulogne 86 boulevard de Chanzy 62200 Boulogne-sur-Mer
- Code AIOT : 0007003161
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La communauté d'agglomération du Boulonnais est autorisée, par arrêté préfectoral modifié n°2004-161 du 05/07/2004, à exploiter un incinérateur à boues de station d'épuration à Boulogne-sur-Mer au titre des rubriques :

- 2771 - Installation de traitement thermique de déchets non dangereux : capacité maximale d'incinération de 2,9 t/h de déchets bruts
- 1450-1 - solides inflammables : 1,5 t de charbon actif

La communauté d'agglomération du Boulonnais a confié l'exploitation de l'incinérateur (et de l'ensemble de la station d'épuration) à la société VEOLIA Compagnie des eaux (sur la base d'un accord contractuel). Les locaux de cette dernière sont situés à proximité immédiate de la station.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN25 Prélèvements envtx

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Moyens de secours	Arrêté Préfectoral du 05/07/2004, article 30.3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Indisponibilité des moyens d'intervention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
5	Surveillance et réseau de détecteurs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
7	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Surveillance de l'impact sur l'environnement au voisinage de l'installation	AP Complémentaire du 15/03/2013, article 8	Sans objet
3	Maintenance et contrôle des moyens	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	d'intervention		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action régionale "surveillance environnementale". A l'issue de l'inspection, des demandes sont formulées à l'exploitant afin de formaliser et de compléter son protocole de surveillance.

L'inspection a également permis de faire le point sur les constats réalisés durant l'inspection précédente (inspection du 20/03/2025) qui portait sur les moyens de défense contre l'incendie. Une grande partie des constats n'étant pas levée, le projet initial d'arrêté préfectoral de mise en demeure établi à la suite de l'inspection du 20/03/2025, non signé par le préfet, reste par conséquent d'actualité. Une version mise à jour de ce projet d'arrêté est ainsi proposée au préfet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance de l'impact sur l'environnement au voisinage de l'installation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 15/03/2013, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Risques chroniques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'article 19 de l'arrêté préfectoral du 5 juillet 2004 est complété par les dispositions suivantes:</p> <p>« Le présent programme est détaillé comme suit:</p> <p>a) 4 jauges OWEN sont implantées autour de l'usine d'incinération pour en mesurer l'impact. Les lieux choisis par l'exploitant sont:</p> <ul style="list-style-type: none"> • n°1: dans l'enceinte de la société CROWN, boulevard industriel à Outreau (vent en provenance du sud); • n°2: sur le centre nautique - place Damrémont (vents en provenance du sud); • n°3: dans les installations d'ATMO dénommée B01, à l'angle du Boulevard Diderot et rue Gerhard Hansen (pour les vents en provenance Sud-Ouest); • n°4: sur le site des TCRB sur la zone d'activité Résurgat 3 (zone non impactée). <p>b) Analyse des prélèvements des jauges OWEN effectués pendant une période continue d'activité du four d'une durée de 1 à 2 mois.</p> <p>c) Les analyses porteront sur les polluants suivants: PCB, dioxines et furanes, métaux lourds (Cd, Ti, As, Pb, Sb, Cr, Cu, Co, Mn, Ni, V et Hg).</p> <p>Chaque année, un bilan présentant les résultats des campagnes d'analyses sera adressé à l'inspection des installations classées. Ce bilan comportera les résultats d'analyses (collecteur), les relevés météorologiques journaliers et l'interprétation des résultats. Il sera intégré au bilan annuel prévu à l'article 27.3.</p>

Constats :

L'exploitant a transmis avant l'inspection les rapports des 3 dernières campagnes de surveillance des impacts de l'incinérateur sur l'environnement (retombées atmosphériques), réalisées :

- du 11/03/2022 au 13/05/2022
- du 07/04/2023 au 02/06/2023
- du 31/05/2024 au 26/07/2024

Le jour de l'inspection, la campagne 2025 est en cours.

La fréquence annuelle est par conséquent respectée. Selon l'exploitant, la période de l'année durant laquelle les campagnes sont réalisées n'a que peu d'influence, étant donné que l'incinérateur fonctionne toute l'année sans variations saisonnières.

Dans le cadre de la présente inspection, seul le rapport de la dernière campagne (2024) fait l'objet d'une analyse approfondie.

Les paramètres étudiés sont bien ceux listés dans l'article 8 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15/03/2013.

Les points de surveillance correspondent à ceux fixés par l'arrêté préfectoral, mais leur dénomination a évolué :

Dénomination arrêté préfectoral	Nouvelle dénomination
N°1 - société Crown	N°3 - Société Eviosys / Sonoco
N° 2 - Centre nautique	N° 4 - BCK (Boulogne Canoé Kayak)
N° 3 - installations ATMO	N° 2 - Ateliers municipaux
N°4 - zone Résurgat	N°1 - Marinéo

Le rapport comporte deux cartes permettant de les situer. Un tableau rappelle leur utilité (en précisant à quel type de vent chaque point est exposé). Le point Marinéo à 2 km au Sud constitue le point témoin.

La campagne a duré 56 jours, durant lesquels le four d'incinération a fonctionné 93% du temps et sans aucun jour d'arrêt complet, en cohérence avec le point b) de l'article 8 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 15/03/2013 et avec les recommandations du guide Ineris[*] (selon ce guide, pour des méthodes "simples" de type passif telles que les jauges Owen, la surveillance doit constituer au minimum 14% du temps de l'année soit 52 jours).

Chaque point de mesure a été équipé de deux jauges Owen :

- l'une en plastique pour les métaux (Cd, Ti, As, Pb, Sb, Cr, Cu, Co, Mn, Ni, V et Hg),
- l'autre en verre pour les PCB, dioxines et furanes.

Les données météorologiques fournies en annexe 1 (pluviométrie journalière) sont complétées par la rose des vents en page 8.

Le laboratoire prestataire n'a pas installé de station de mesure sur le site. Il s'est basé sur les données de la station Météo France de Boulogne-sur-Mer (à 73 mètres d'altitude mâât compris, au niveau du sémaphore sur la colline du Calvaire des Marins).

La représentativité de cette station météo n'est pas évidente, étant donné :

- que les points surveillés sont tous à des altitudes inférieures à 10 m selon le site Web Géoportail ;
- que le point haut de la cheminée de l'incinérateur s'élève, selon le dossier de demande d'autorisation de 2001, à 21 m ;
- que l'étude de dispersion du dossier d'autorisation de 2001 mentionne de nombreux obstacles dans la zone d'étude de 4 km² (par exemple, des variations de relief allant jusqu'à 125 m) susceptibles d'influer sur la dispersion atmosphérique des rejets.

Pour rappel, selon le guide Ineris[*], *"les données météorologiques provenant d'une station météorologique de Météo France pourront être utilisées si elles sont représentatives des conditions locales influant la dispersion des émissions atmosphériques du site."* La démonstration de cette représentativité est absente du rapport d'analyse. Elle est également absente de l'étude de dispersion atmosphérique du dossier de demande d'autorisation de 2001. Par ailleurs, cette étude de dispersion semble se baser sur une station météo différente, plus à l'Est et à une altitude légèrement plus élevée, d'après sa rose des vents en annexe 2.

A noter que selon le guide Ineris[*], pour tous les paramètres à surveiller (métaux, dioxines, furanes, PCB), une surveillance de la bioaccumulation dans les végétaux (tels que les lichens) est nécessaire sauf en zone urbaine dense, où l'utilisation de jauges est plus adaptée (ce qui est le cas pour l'incinérateur).

Analyse des résultats :

La comparaison avec des mesures avec celles réalisées point témoin Marinéo comporte des

incohérences et des insuffisances :

- le rapport ne relève pas que le point le plus proche de l'incinérateur (n°3 - Eviosys / Sonoco) présente des dépôts atmosphériques sensiblement plus importants que ceux du point témoin Marinéo pour les retombées totales, pour les PCB et pour tous les métaux ;
- le rapport ne donne aucune explication relative aux dépôts très importants de cuivre au point n° 4 - BCK, alors que celui-ci n'a été que faiblement exposé aux vents durant cette campagne ;
- des retombées en PCB (notamment PCB 118) ont été mesurées au point n° 2 - "Ateliers municipaux" dans des quantités notablement plus élevées qu'au point témoin Marinéo. Pourtant, le rapport conclut à une absence de corrélation entre l'incinérateur et ces dépôts, alors que le point n°2 - "Ateliers municipaux" a été relativement bien exposé lors de la campagne (15,2% de temps sous le vent) ;
- pour tous les paramètres, le rapport conclut à une absence de corrélation entre les résultats des mesures et le fonctionnement de l'incinérateur, malgré les remarques précédentes. Le rapport indique que les mesures sont *"représentatives d'un bruit de fond homogène"* sans justification aucune, ou *"d'autres sources que le four d'incinération"* sans pour autant les définir. Il n'est pas acceptable de considérer l'analyse comme terminée, étant donné les concentrations non expliquées et relatives importantes pour certains paramètres (PCB, cuivre).
- les volumes d'eau collectés par certaines jauges semblent incohérents. Par exemple, la jauge "PCB/dioxines/furanes" et la jauge "métaux" du point témoin Marinéo ont collecté un volume d'eau sensiblement différent, alors que leur diamètre et leur position sont identiques.

De manière plus générale, l'analyse des résultats comporte les lacunes suivantes :

- **Aucune analyse de l'historique des données collectées depuis les premières campagnes de mesure n'est réalisée.** Des données relatives aux campagnes précédentes sont annexées au rapport mais sans aucune mise en perspective et sans aucune analyse. Par ailleurs, ces données sont partielles (les résultats de certaines campagnes sont absents, et plusieurs paramètres tels que les dioxines, PCB et furanes, sont omis). Pour rappel, selon le guide Ineris[*], *"dans le cas de l'existence de données issues de surveillances antérieures, la mise en perspective d'un résultat de mesure obtenu en un point doit être faite par rapport à l'historique des valeurs obtenues en ce point et aux autres points de la zone d'étude. La comparaison à ces données doit être systématique pour identifier des dérives significatives qui peuvent faire craindre, à terme, une dégradation des milieux"*.
- **le rapport ne cite aucune valeur de référence (valeurs réglementaires, valeurs issues de typologies de différents milieux...).** Ainsi, aucune comparaison des résultats des analyses avec des valeurs de référence n'est réalisée, alors que selon le guide Ineris[*], *"dans le cas des dépôts atmosphériques : on utilisera comme valeurs de comparaison celles issues de publications répertoriant des niveaux de dépôts dans différents types de milieux atmosphériques (urbain, rural, sous influence de certaines d'activités industrielles ou anthropiques."*
- le rapport ne fait pas état de la réalisation de **blancs de terrain** (que le guide Ineris[*] recommande de manière systématique).

Campagne en cours : la campagne de l'année 2025 a débuté le 20 juin. Deux points de mesures

ont été contrôlés :

- point n° 4 - BCK : les jauges, installées sur le toit du club de Kayak, sont inaccessibles le jour de l'inspection. La zone est dégagée et aucun obstacle au recueil de dépôts atmosphériques n'est constaté.

- point n° 2 - ateliers municipaux : le point de mesure est équipé d'une jauge en verre pour les PCB/dioxines/furanes et d'une jauge en plastique pour les métaux. Les grilles recouvrant leur entonnoir sont relativement fines et ne semblent pas faire obstacle à la collecte de dépôts. Aucun obstacle au recueil de dépôts atmosphériques n'est visible. Des grilles ont été disposées autour des collecteurs pour les protéger.

[*]guide Ineris "Surveillance dans l'air autour des installations classées Retombées des émissions atmosphériques - Impact des activités humaines sur les milieux - Deuxième édition - Décembre 2021".

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

OBSERVATION n°1 : les coordonnées de la station météo utilisée, ainsi que la représentativité de ses mesures, seront à justifier au regard des remarques du présent rapport. Dans le cas contraire, une station météo devra être implantée sur le site lors des prochaines campagnes, en application du guide Ineris[*].

OBSERVATION n°2 : la conclusion "les retombées ne peuvent être corrélées au four d'incinération" ne peut être acceptée à ce stade sans compléments et investigations relatives aux insuffisances relevées dans le présent rapport. Notamment :

- le fait que les valeurs obtenues correspondent à "un bruit de fond homogène" devra être démontré ;
- des investigations seront réalisées afin d'identifier les sources d'émission pouvant être à l'origine des valeurs jugées "incohérentes" par le laboratoire d'analyse (cuivre au point n°3 BCK, PCB au point n°2 - "Ateliers Municipaux") ;
- une explication sera donnée concernant les incohérences entre les volumes d'eau collectés par les différentes jauges ;
- pour chaque paramètre, les éventuelles valeurs de référence (valeurs réglementaires, valeurs guides, valeurs issues de typologies ou de la littérature scientifique...) seront identifiées et listées. Une comparaison des résultats avec ces valeurs sera réalisée. Cette comparaison sera commentée ;
- une analyse de l'historique des résultats des précédentes campagnes de surveillance sera ajoutée. Les résultats de la dernière campagne seront interprétés à la lumière de cet historique ;
- dans le cadre des prochaines campagnes, des blancs de terrain seront réalisés, sauf à démontrer que leur réalisation n'est pas pertinente (guide Ineris[*] à l'appui).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Moyens de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/07/2004, article 30.3

Thème(s) : Risques accidentels, Risques accidentels

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit assurer la défense extérieure contre l'incendie de telle sorte que les sapeurs pompiers puissent disposer, durant deux heures, d'un débit d'extinction minimal de 60 m³/heure, soit un volume total de 120 m³ d'eau, dans un rayon de 150 mètres, par les voies carrossables, mais à plus de 30 mètres du risque à défendre.

Cette prescription peut être réalisée par :

deux poteaux d'incendie de 100 mm normalisés [...] susceptibles d'assurer un débit de 60 m³/heure chacun, pendant deux heures, sous une charge restante de 1 bar. Ces hydrants sont implantés en bordure d'une voie accessible aux engins d'incendie ou tout au plus à 5 mètres de celle-ci et de part et d'autre de l'établissement.

ou

En cas d'impossibilité liée à l'incapacité du réseau public, par une réserve incendie de 120 m³[...] accessible en tout temps par les engins d'incendie[...] implantée à plus de 30 mètres du bâtiment.

Auprès de cette réserve, il est aménagé :

- une plate-forme d'aspiration de 32 m² (4 m x 8 m) minimum accessible en tout temps par les engins d'incendie[...].

Celle-ci comprend :

- un puisard d'aspiration de diamètre 800 mm minimum avec carré de manoeuvre, vanne d'ouverture/fermeture et système de vidange des eaux. Ce puisard aura une contenance d'au moins 2 m³.

Le positionnement de la réserve est arrêté en accord avec le service départemental d'incendie et de secours du Pas-de-Calais.

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés[...].

Constats :

Rappel - inspection du 20/03/2025 - non-conformité : les moyens de défense contre l'incendie ne permettent pas d'atteindre un débit d'extinction minimal de 60 m³/h durant 2 heures(dans un rayon de 150 mètres, par les voies carrossables, mais à plus de 0 mètres du risque à défendre).

Inspection du 01/07/2025 : selon l'exploitant, le débit très faible mesuré au niveau du poteau incendie le plus proche de l'incinérateur (débit de 0,6 m³/h selon le rapport du dernier contrôle en novembre 2024) serait dû à l'installation d'un disconnecteur à l'amont, qui n'aurait pas lieu d'être et qui limiterait fortement le débit disponible au niveau du poteau. L'exploitant a prévu de retirer ce disconnecteur durant l'été 2025, puis de réaliser un nouveau test en débit des poteaux.

La non-conformité constatée le 20/03/2025 demeure.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Maintenance et contrôle des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
Thème(s) : Risques accidentels, Risques accidentels
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupefeu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur. [...]
Constats : Rappel - inspection du 20/03/2025 - demande d'action corrective : l'exploitant transmettra dès réception le rapport du dernier contrôle des extincteurs. Inspection du 01/07/2025 : l'exploitant a transmis par mail du 21/05/2025 les rapports de contrôle de ses extincteurs (interventions du 29/11/2024 et du 24/01/2025). Ces rapports n'appellent pas d'observations à ce stade.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Indisponibilité des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
Thème(s) : Risques accidentels, Risques accidentels
Prescription contrôlée : [...].En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.
Constats : Rappel - inspection du 20/03/2025 - non-conformité : aucune procédure de mise en sécurité du site en cas de dysfonctionnement des moyens de défense contre l'incendie n'est formalisée. Inspection du 01/07/2025 : la procédure de mise en sécurité n'est toujours pas formalisée. L'exploitant explique que les pompiers sont venus le 12/05/2025 pour prendre connaissance des

lieux et qu'une fiche d'intervention est en cours de rédaction. L'exploitant pourra en profiter pour présenter aux les pompiers les moyens de défense contre l'incendie alternatifs qu'il a identifiés (pompage dans la Liane et/ou dans certains bassins de la station d'épuration).

La non-conformité constatée le 20/03/2025 demeure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Surveillance et réseau de détecteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 55

Thème(s) : Risques accidentels, Risques accidentels

Prescription contrôlée :

A.-L'exploitant met en place un réseau de détecteurs tel que prévu dans son étude de dangers. Il met en place des détecteurs dans les zones identifiées comme pouvant être à l'origine d'incendie ou d'explosion définies dans l'étude de dangers et pouvant conduire à un ou des phénomènes dangereux identifiés conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que dans les locaux abritant des équipements concourant à la protection des installations (local de la pomperie incendie, local des alimentations de secours...). Les détecteurs, leur positionnement et leur nombre sont adaptés aux risques identifiés. L'exploitant tient à disposition les justificatifs de conception et dimensionnement du réseau de détecteurs. Il tient à jour, la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, détermine et met en oeuvre les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps[...].

Constats :

Rappel - inspection du 20/03/2025 - non-conformité : aucun système de détection incendie n'est installé.

Inspection du 01/07/2025 : l'exploitant confirme l'absence de détection incendie. Jusqu'à présent, il se reposait sur la détection de défauts électriques, qui seraient indirectement déclenchée en cas d'incendie. L'exploitant est conscient que cela ne peut se substituer à une détection incendie proprement dite. Il explique que la détection incendie initialement proposée avait été retirée du projet afin d'en réduire les coûts. Il compte faire une nouvelle demande afin de pouvoir financer les dispositifs de sécurité nécessaires.

La non-conformité constatée le 20/03/2025 demeure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 58

Thème(s) : Risques accidentels, Risques accidentels
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.
Constats : Rappel - inspection du 20/03/2025 - non-conformité : les opérations de l'équipe dédiée à la station d'épuration , ainsi que les intervenants extérieurs, ne reçoivent pas de formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et la mise en œuvre des moyens d'intervention. Inspection du 01/07/2025 : l'exploitant indique que la formation aux moyens de défense contre l'incendie du personnel des bureaux de l'agence avait été rafraîchie il y a quelques semaines, et que celle du personnel de la station dépuraton le serait dans les semaines à venir. Rappel - inspection du 20/03/2025 - non-conformité : aucun document ne désigne formellement les deux personnes en charge de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention. Inspection du 01/07/2025 : l'exploitant compte afficher dans les consignes le nom des deux équipiers de première intervention une fois leur formation remise à jour. Les non-conformités constatées le 20/03/2025 demeurent.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours

N° 7 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60
Thème(s) : Risques accidentels, Risques accidentels
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.[...] L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : -l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;

- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;
- l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

Constats :

Rappel - inspection du 20/03/2025 - non-conformité : les consignes de de sécurité affichées dans la salle de pilotage sont incomplètes[....]. Aucune procédure, aucune mesure à mettre en œuvre en cas de sinistre n'y figure.

Inspection du 01/07/2025 : les mesures à mettre en œuvre en cas de sinistre (confinement de substances dangereuses ou polluantes, consigne d'évacuation et d'utilisation des moyens d'extinction, etc.) ne sont toujours pas affichées.

La non-conformité constatée le 20/03/2025 demeure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 15 jours